



## | Consultation publique |

# La vente d'aliments sur le domaine public à Montréal

La cuisine de rue, une opportunité à saisir pour  
dynamiser les milieux de vie

Avis présenté à la  
*Commission permanente sur le  
développement économique et urbain et l'habitation*

Le 28 novembre 2012

Par Marie-Josée Dupuis

# Veut-on de la cuisine de rue à Montréal ?

Au cours de la dernière année, les résidents et les visiteurs de Montréal ont pu découvrir la nourriture de rue grâce à la présence de plusieurs «food trucks» lors d'événement tels le Marché du Foodlab à la SAT, le Souk gastronomique du Festival Juste pour rire, le Pop up culinaire à la Place Émilie-Gamelin ainsi que les fameux vendredis à l'Esplanade du parc Olympique. L'engouement suscité par la présence de ces restaurateurs ambulants lors d'événements spéciaux reflète le succès de l'initiative. Puisque la définition qu'offre la *Commission sur le développement économique et urbain et l'habitation* exclut la vente d'aliments effectuée dans le cadre des festivals et des événements publics, il sera présenté dans ce mémoire les possibilités que représente la cuisine de rue dans une perspective quotidienne pour lutter contre plusieurs problématiques urbaines vécues sur le territoire montréalais.

## 1. La cuisine de rue comme vecteur de lutte contre les déserts alimentaires

Tel que nous la connaissons actuellement, la cuisine de rue prend plusieurs formes dépendamment du coin du globe où l'on se retrouve. Dans les pays occidentaux, l'une des particularités de la bouffe de rue est qu'elle est souvent servie à même une infrastructure qui peut se mouvoir sur le territoire. En ce sens, ces équipements ambulants ont l'opportunité de se déplacer et d'aller à la rencontre de clients potentiels.

a) Considérant qu'à Montréal, il existe des déserts alimentaires :

En septembre 2010, le directeur de la Direction de la santé publique de Montréal affirmait que «40% de la population n'[avait] pas accès à des fruits et légumes frais à distance de marche» et que «près des 2/3 des Montréalais [consommaient] moins de 5 fois par jour des fruits et légumes frais» (ASSS, 9 septembre 2010). Lors de cette annonce, 17 déserts alimentaires avaient été ciblés sur le territoire de la Ville de Montréal. Cette offre alimentaire imparfaite est similaire pour les quartiers pauvres et riches mais le plus gros désavantage pour les personnes à faible revenu est lorsque celles-ci sont non-motorisées et qu'elles n'ont pas la possibilité de parcourir plusieurs kilomètres chaque jour pour s'approvisionner en produits «santé».

Depuis, plusieurs initiatives ont vu le jour pour contrer le phénomène des déserts alimentaires, pensons au Carrefour alimentaire Centre-Sud qui a lancé le Fruixi, un kiosque à vélo de fruits et légumes produits localement et au dévoilement prochainement d'une épicerie ambulante pour le quartier Centre-Sud. Il est donc envisageable que des véhicules proposant des mets de qualité puissent circuler sur un territoire mal desservi afin de bonifier l'offre alimentaire.

**Recommandation** : La Commission devrait encourager les arrondissements qui ont des déserts alimentaires à identifier des endroits où les restaurateurs de rue pourraient s'installer plusieurs fois par semaine, voire quotidiennement pour offrir des repas de qualité à ses résidents.

## **2. La cuisine de rue comme vecteur de lutte à l'insécurité alimentaire**

L'Association des restaurateurs de rue du Québec (ARRQ) est un nouvel organisme à but non lucratif qui a pour mission «d'adopter une série de règlements et de standards qui devront être suivis strictement par les membres en matière de qualité, salubrité, propreté et présentation, qui respectent et même devancent la réglementation du [Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec].» De plus, «l'ARRQ privilégiera les membres qui offrent une alimentation composée de produits frais, artisanaux et sains» (La Pantry, 2012) ce qui démontre une volonté d'offrir aux Montréalais et aux visiteurs des mets de qualité sur le domaine public et non de la malbouffe.

a) Considérant les dernières données de l'aide alimentaire à Montréal :

Moisson Montréal la plus importante banque alimentaire au Canada a dévoilé le 1<sup>er</sup> novembre dernier son portrait de l'aide alimentaire pour l'année 2012. Ce sont plus de 200 organismes communautaires de l'île de Montréal qui s'y approvisionnent afin de subvenir aux besoins alimentaires des familles et des individus qui en font la demande (Bilan-faim 2012).

### *Profil des personnes bénéficiant de l'aide alimentaire*

Chaque mois, ce sont 142 142 personnes qui sont aidées dont 40,9 % sont des enfants âgés entre 0 et 17 ans. S'il y a une diminution du nombre totale de personnes aidées par rapport à l'année 2011, il y a toutefois eu une augmentation de 18,6% des ménages ayant eu recours pour la première fois à une banque alimentaire totalisant 4 833 ménages (Bilan-faim 2012). Les familles biparentales et monoparentales sont les ménages représentés en plus grande proportion (56,1%) comparativement aux couples sans enfant (11,8%) et aux célibataires (32,1%). La majorité des ménages ayant reçu de l'aide alimentaire sont locataires de logements privés (60,8%) ou locataires de logement social (25,2%).

Il serait donc intéressant que des restaurateurs de rue, répondant aux normes de l'ARRQ, puissent offrir des mets gratuitement ou à prix abordables, afin que tous les Montréalais, peu importe leurs revenus, découvrent les plaisirs de la cuisine de rue.

**Recommandation** : La Commission devrait se pencher sur la possibilité d'octroyer des **permis à prix modique** pour les entreprises d'économie sociale et organismes à but non lucratif dont la mission est de lutter contre la faim.

## **3. La cuisine de rue pour l'insertion sociale et pour contrer l'isolement**

Si la cuisine de rue représente un excellent moyen pour les restaurateurs d'abaisser leur coût de fonctionnement tout en offrant aux Montréalais et aux touristes d'excellents délices à se mettre sous la dent, elle représente également une merveilleuse occasion de créer de nouveaux emplois et des formations en cuisine pour insérer ou réinsérer le marché du travail.

a) Considérant les indicateurs suivants relatifs à la pauvreté à Montréal

### *i) Faible revenu*

Qu'entre 1997 et 2007, le taux de faible revenu mesuré pour les personnes dans la région de Montréal était le plus élevé de toutes les régions du Québec (Gouvernement du Québec, 2011).

### *ii) Taux de chômage et taux global d'assistance social*

Qu'en ce qui a trait au taux de chômage, la région de Montréal atteignait la 15<sup>e</sup> position sur les 17 régions québécoises pour la même période (2007) et que le taux d'enfants et d'adultes nécessitant de l'assistance sociale est également nettement supérieur au reste du Québec (15<sup>e</sup> rang sur 17 régions) (Gouvernement du Québec, 2011).

### **b) Considérant des groupes à risque de vivre avec un faible revenu**

#### *i) Jeunes décrocheurs*

Qu'en février 2012, une étude révélait que le décrochage scolaire au Québec avait grimpé dans plusieurs régions comparativement à la décennie précédente et que la situation à Montréal était alarmante avec un taux d'abandon qui dépassait les 30 % (nettement supérieur à la moyenne provinciale de 17 %) (Radio-Canada, 2012).

#### *ii) Personnes âgées*

Que selon les données 2011 de Statistiques Canada, 250 535 personnes âgées habitent à Montréal et que d'ici 2026, 1 personnes sur 5 sera âgée de plus de 65 ans (Ville de Montréal, 2012). Que la situation économique actuelle du Canada amène le gouvernement à vouloir retarder les départs à la retraite ce qui laisse présager que de nombreux aînés devront travailler plus longtemps. Considérant que le tiers de cette tranche de population vit avec un faible revenu, le marché du travail devra donc s'adapter et les employeurs devront accueillir des personnes âgées au sein de leurs équipes.

|                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Recommandation :</b> La Commission doit considérer la cuisine de rue comme une nouvelle opportunité d'affaires pour les restaurateurs mais également pour les entrepreneurs à vocation sociale dont les organismes à but non lucratif.</p> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

## **Conclusion**

La cuisine de rue est un phénomène mondial auquel une métropole aussi créative et gastronome que Montréal doit adhérer. Toutefois, nous croyons que la qualité de la nourriture servie est primordiale et qu'elle devrait être composée d'aliments sains, frais et locaux de préférence. Les commissaires devraient impérativement se pencher sur l'accessibilité (économique, sociale, géographique, etc.) de cette forme de restauration et développer différents types de permis (OBNL vs entreprise privée) afin que tous les Montréalais puissent expérimenter la cuisine de rue.

## Ressources bibliographiques

---

**Agence de la Santé et des Services sociaux.** (2010). «Lutte aux déserts alimentaires montréalais : le Directeur de santé publique au Marché Faubourg Saint-Laurent». Communiqué de presse, le 9 septembre 2010.

[http://www.dsp.santemontreal.qc.ca/fileadmin/documents/4\\_Espace\\_media/communiques/2010/09-09-2010.pdf](http://www.dsp.santemontreal.qc.ca/fileadmin/documents/4_Espace_media/communiques/2010/09-09-2010.pdf) (Consulter le 27 novembre 2012)

**Gouvernement du Québec.** (2011). *Le Québec mobilisé contre la pauvreté. Profil statistiques régional. La région.* Emploi et solidarité social, avril 2011.

[http://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN\\_profil\\_Montreal.pdf](http://www.mess.gouv.qc.ca/publications/pdf/ADMIN_profil_Montreal.pdf) (Consulter le 27 novembre 2012).

**La Pantry.** (2012). La Pantry. <http://lapantry.com/lassociation-des-restaurateurs-de-rue-du-quebec-est-nee/> (Consulter le 27 novembre 2012).

**Moisson Montréal.** (2012) *Bilan-Faim Montréal 2012. Portrait de l'aide alimentaire sur l'île de Montréal.*

**Radio-Canada.** (2012). «Hausse du décrochage scolaire dans plusieurs régions du Québec». <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/societe/2012/02/19/002-decrochage-quebec-regions.shtml> (Consulter le 27 novembre 2012)

**Ville de Montréal.** (2012). *Plan d'action municipal pour les aînés 2013-2015.* Octobre 2012.